

Appel au peuple de France pour la proclamation des Droits de l'Ame

Citoyennes et citoyens de la France, la patrie est en danger.

Une peste insidieuse ronge l'âme de la conscience française, lui ôtant sa confiance en l'instant présent et sa foi en l'avenir.

Ce mal qui répand sa laideur entache et corrompt tout élan de la France réelle ; de la France, universelle, qui éveilla tout au long de l'Histoire les citoyennes et citoyens du monde à leurs droits imprescriptibles ; de la France qui la première proclama les droits de l'homme et se dressa contre la tyrannie.

Le peuple français a transféré sa souveraineté, sans le savoir ni le vouloir vraiment, à des castes faussement rivales qui, de décennie en décennie, de monarchie constitutionnelle en monarchie constitutionnelle, se sont succédé au pouvoir pour défendre leurs intérêts particuliers au mépris de l'intérêt général.

Cette corruption de la puissance publique est le triste résultat de l'abandon progressif des prérogatives du Politique au profit du fait économique. Ce dernier, sous sa pire forme qu'est la finance, dénué de toute morale, a utilisé les faiblesses du système politique pour imposer son empire en se drapant du lin blanc de la démocratie, comme le fit le principat de Rome aux dépens du peuple romain. En rejoignant ainsi dans l'abus de position dominante les théocrates et autres tyrans ennemis de la République, cette nouvelle « finançocratie » plonge la société française dans la ténèbre obscurantiste d'un monde sans valeurs.

Cette prise de pouvoir de la finance sur l'Etat et de l'Etat sur la Nation, perpétrée et perpétuée au fil du temps par les factions de droite, du centre et de gauche, a pour effet la sclérose de notre société, son repli sur elle-même, sa décadence et la dégénérescence de ses principes.

C'est ainsi qu'en ce début de XXI^e siècle la communauté française perd le sentiment d'être un peuple et, ce qui est pire encore, la fierté et la joie d'être Français.

Parce qu'au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le peuple français est fondé à ne s'en remettre à aucune autre souveraineté que la sienne.

Parce que l'Etat ne peut se substituer à la Nation sans contrevenir aux principes mêmes qui ont présidé à sa création.

Parce que l'argent doit être au service des gens, et non les gens au service de l'argent.

Parce que la recherche de la prospérité ne doit pas s'exercer au détriment des individus, mais au contraire favoriser un bénéfice relationnel.

Parce que cette prospérité doit être partagée de manière équitable entre tous, et non confisquée par quelques-uns.

Parce qu'il n'y a pas de valeur humaine pérenne sans respect du vivant, quelle que soit sa nature et sa forme.

Parce que la France ne peut nier les valeurs humaines au nom de l'organisation sociale ou de l'identité nationale.

Parce que la seule identité de la France est celle de l'union des origines et des religions dans la confraternité citoyenne et laïque.

Parce que la France doit se sentir forte d'être Une, Cosmopolite et Indivisible.

Parce qu'il est notable que l'établissement de discriminations au sein d'un peuple morcelle l'unité de la communauté qui le compose en entraînant la division des uns par les autres.

Parce que toute vision fondée sur le mythe d'une race française opposée à sa composante issue de l'immigration est une vision aryenne et de triste mémoire.

Parce que le véritable nationalisme trouve son origine dans des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité universelles et non territoriales, ethniques ou juridiques.

Parce que l'idée de nation réside toute entière dans la simple volonté de vivre et de se gouverner ensemble dans un lieu donné, en excluant toute discrimination.

Parce que de fait on ne peut refuser l'identité nationale à un membre du corps social sans nier purement et simplement le principe même de ce corps social, et donc celui de toute société humaine.

Parce que la France est pleine de grâce, de richesses et de compétences multiples qui ne demandent qu'à s'exprimer sans être contraintes de s'expatrier pour réussir.

Parce que c'est la volonté d'animer une communauté par son talent, son énergie et son cœur, qui doit déterminer le lien social et non la stricte obéissance aux normes édictées par les structures politiques.

Parce que la perte du bonheur signe la fin de la République, comme il est dit à la dernière ligne du préambule de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Parce que les droits de l'âme fondent les droits de l'homme et qu'aucune société humaine n'est opposable à l'humanité.

Parce que le drapeau de la France a toujours été le symbole de la liberté et qu'il ne doit pas devenir celui de la tyrannie.

J'appelle, en tant que simple citoyen du monde et membre de la communauté française, toutes les femmes et tous les hommes désireux de se mobiliser pour défendre leur liberté et la sauvegarde mutuelle du bien-être de tous et de chacun.

Je les invite à me rejoindre le 23 mai 2010 sur la Roche de Solutré qui, depuis des temps immémoriaux, symbolise l'insoumission de la puissance de l'esprit aux tyrannies de la matière, et la recherche primordiale de l'harmonie entre l'être vivant et sa mère Nature.

Je les convoque à une marche civile et civique pour l'instauration d'une République humaniste.

J'exhorte les militants et sympathisants de tous bords ayant réalisé qu'aujourd'hui le salut n'est pas dans les structures politiciennes mais dans l'expression sereine et directe de la force citoyenne, à rallier hors des appareils traditionnels le grand mouvement d'unité nationale qui se créera et se constituera au cours de cette marche.

Ainsi, le peuple uni en dehors des clivages, partis et autres sectes institutionnelles, initiera un grand mouvement pour le rétablissement de sa souveraineté en proposant une alternative citoyenne à la politique politicienne.

Agissons pour sortir de la misère, de la tristesse, de la division, du chaos, et marchons ensemble sur la Roche de Solutré afin d'y proclamer les Droits de l'Âme et y planter aux trois couleurs de la France réelle le drapeau de la Liberté.

Fait pour valoir ce que l'âme a de droit,
A Washington, le 8 avril 2010,

Francis Lalanne